

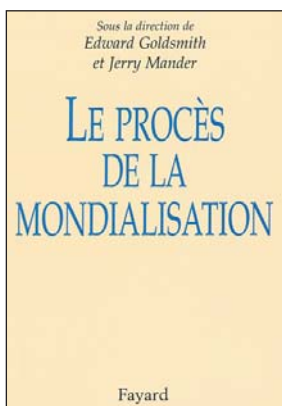


Les institutions de Bretton Woods peuvent-elles vaincre la pauvreté ?

Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC se présentent aujourd'hui comme les champions de la lutte contre la pauvreté. Avant d'examiner en détail dans ce dossier leurs politiques et les alternatives possibles, **Teddy Goldsmith** étudie ici la signification du concept de pauvreté et montre comment le développement lui-même crée la pauvreté qu'il est censé combattre.

Pour la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), également appelées les institutions de Bretton Woods, ainsi que pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui leur est étroitement liée, la clé de l'éradication de la « pauvreté » et du cortège de privations auxquelles elle est assimilée est la croissance la plus forte possible du commerce international et du développement économique associé. Peu de temps après la fin de la deuxième guerre mondiale, le commerce international et le développement économique sont devenus les buts suprêmes des gouvernements du globe. Depuis lors, le premier a été multiplié au moins par dix neuf et le second par six, performances sans précédents (1). Par conséquent, si le commerce et en particulier le développement étaient réellement la réponse à la pauvreté de la planète, alors ce fléau ne devrait plus être aujourd'hui à peine qu'un vague souvenir de notre passé barbare et sous-développé. La réalité est pourtant exactement à l'opposé. En Indonésie, la pauvreté a augmenté de 50% depuis 1997. En Corée du Sud, elle a doublé au cours de la même période. En Russie, elle s'est élevée de 21,9% à 32,7% de la population entre 1996 et 1998 seulement (2). La même évolution peut être relevée dans toute l'Amérique du Sud comme dans les Caraïbes. De façon encore plus frappante, comme le souligne un récent rapport du Bureau international du travail, dans les riches pays industriels, il y a maintenant 37 millions de personnes sans emploi, une centaine de millions sans domicile et presque 200 millions dont l'espérance de vie est réduite à moins de soixante ans. Même au Royaume-Uni, pays qui a inventé l'industrie et dominé la scène économique pendant des décennies, le nombre d'adultes dans des familles qui ont moins de la moitié du revenu moyen – définition habituelle de la pauvreté utilisée aujourd'hui dans ce pays – s'est accru d'un million par rapport au niveau du début des années 90, et il est maintenant plus du double par rapport au début des années 80 (3).

*Après cinquante ans
d'explosion du commerce
et du développement, la
pauvreté n'a pas disparu*



Le procès de la mondialisation : Prix du meilleur livre politique de l'année aux États-Unis, ce livre rassemble pour la première fois, sous la direction de Teddy Goldsmith et Jerry Mander, 25 contributions des principales voix dans le monde opposées à la mondialisation. Il est également enrichi d'une étude de Jean-Philippe Joseph sur les méfaits de Vivendi. A lire absolument !

Au lieu d'admettre qu'ils ont tout faux, les responsables des institutions de Bretton Woods insistent sur le fait que le développement économique est la seule solution possible, et suggèrent que s'il n'a pas résolu le problème, puisque la pauvreté continue de s'accroître, c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas eu assez de développement ! Vinod Thomas, Vice-Président de la branche éducation de la Banque mondiale, affirme ainsi : « Pour renverser cette tendance [l'augmentation de la pauvreté], la croissance économique est cruciale. ». Il prend l'Asie du Sud-Est comme modèle exemplaire : « Si l'Afrique sub-saharienne avait suivi ce modèle pendant les trois dernières décennies, les niveaux de vie auraient quadruplé au lieu de rester sensiblement les mêmes, et la pauvreté aurait diminué au lieu d'augmenter. » (4) Bien sûr, il oublie de dire que la pauvreté a aussi progressé en Asie du Sud-Est pendant cette période. Là, et de façon temporaire, seule une élite a profité d'un boom économique qui ne fut rien d'autre qu'une bulle qui a maintenant reçu un grand coup d'épingle.

Toutefois, la pauvreté actuelle n'est rien comparée à ce qu'elle sera quand les politiques cyniques de l'OMC auront été pleinement appliquées. Considérons les effets de deux d'entre elles. La première consiste à forcer les marchés du Tiers Monde à s'ouvrir à l'arrivée d'aliments hautement subventionnés en provenance des États-Unis. Il n'y a pas loin de deux milliards de petits fermiers en Inde, en Chine, en Indonésie, en Thaïlande et dans d'autres parties de l'Asie du Sud et du Sud-Est, là où la taille moyenne d'une ferme n'est que de quelques hectares. Peu risquent de survivre à l'ouverture de leurs marchés, et il en ira de même en ce qui concerne les artisans, les petits boutiquiers et les vendeurs de rue qui dépendent presque entièrement de la communauté agricole. Pour la plupart, ces malheureux seront forcés de chercher refuge dans les bidonvilles des grandes villes les plus proches. Et là, sans terre pour assurer leur subsistance, sans travail – car les niveaux de chômage de ces bidonvilles sont déjà effrayants – et sans aides liées à leurs pertes d'emploi, ils seront réduits à un état de misère absolue.

Mais la contribution majeure du développement économique à l'augmentation de la pauvreté mondiale sera la production de quantités croissantes de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique – il s'agit de très loin du plus grand des problèmes auxquels l'humanité ait jamais eu à faire face. De fait, si nous ne parvenons pas rapidement à inverser ce processus, la plus grande partie de notre planète sera bientôt largement inhabitable à cause de vagues de chaleur, d'inondations, de sécheresses, de tempêtes et d'élévation de l'élévation niveau de la mer. Ne cessant d'empirer, tout cela conduira un peu partout sur la planète à de vastes migrations de réfugiés appauvris et à moitié morts de faim. Si nous ne faisons toujours rien à ce sujet – et ce qui doit être fait requiert nécessairement l'inversion de nombreux processus de

développement – nous aurons effectivement éliminé la pauvreté car notre planète aura cessé de pouvoir héberger des formes de vie complexes. (5) Voilà donc ce qu'il en est de la guerre de l'OMC contre la pauvreté.

Qu'est-ce que la pauvreté ?

Mais examinons de plus près le concept de pauvreté. Le problème, c'est que le terme – comme la plupart des termes que nous utilisons aujourd'hui dans des discours sérieux – n'a jamais été correctement défini. Les agences internationales mises en place pour s'occuper des problèmes toujours plus graves du monde ont tendance à définir ceux-ci de façon à les faire correspondre aux solutions qu'elles doivent statutairement fournir, et qui justifient leur existence. Ainsi, les institutions de Bretton Woods ont été spécifiquement créées pour servir comme outils de la mise en œuvre des politiques décidées à la conférence de Bretton Woods en 1944. Cela signifie que leur rôle est de créer un marché en croissance permanente pour les biens et services fournis par les firmes occidentales, essentiellement américaines, et en même temps fournir à ces dernières une source toujours en expansion de main d'œuvre à bon marché ainsi que des matières premières à bas prix. Ce processus de pur impérialisme économique – spécifiquement conçu pour se substituer à l'impérialisme politique, alors clairement défunt après 70 années d'existence – a été qualifié pour la première fois par le Président des États-Unis Truman de « développement », et les institutions de Bretton Woods s'en servent comme d'un fer de lance. Pour la Banque mondiale, inutile de le dire, la pauvreté est synonyme de « sous-développement ». Par définition donc, seul le développement peut y apporter un remède. Le développement lui-même se mesure en termes de croissance du revenu par tête, et les pauvres sont définis comme ayant un très bas revenu *per capita* – généralement moins de deux dollars par jour, et les très pauvres sont ceux qui disposent d'un dollar ou moins par jour. Les pays tendent à être définis comme pauvres si leur revenu par tête est inférieur à cent dollars par an. Toutefois, nous devons réaliser que la définition de la pauvreté en termes purement monétaires repose sur le présupposé selon lequel les gens ont besoin d'argent pour satisfaire leurs besoins réels, sans tenir aucun compte du type de société dans lequel ils vivent.

On peut dire exactement la même chose de la façon dont les institutions spécialisées des Nations Unies définissent la pauvreté. Ainsi, dans le cas de l'UNESCO, dont le rôle est de promouvoir les activités culturelles dans le monde, un pays est considéré comme pauvre, selon Majid Rahnema (6), s'il compte « un pourcentage d'illettrés au dessus d'un certain chiffre », et si le nombre de « radios, livres et journaux » est en dessous d'un certain niveau. Bien sûr, ces objets doivent être achetés. Mais ils ne sont pas comptabilisés s'ils sont distribués sans échange d'argent. De cette façon, cette institution peut se persuader que son travail contribue à l'élimination de la pauvreté.

Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), c'est bien sûr « le nombre de docteurs, d'infirmières et de centres sanitaires » qui est déterminant. (7) La pauvreté ne mesure pas vraiment les pauvres et le niveau de santé

La pauvreté actuelle n'est rien comparée à ce qu'elle sera quand les politiques de l'OMC auront été appliquées

des habitants d'un pays, mais *les dispositifs* qui ont été mis en place dans l'économie formelle pour améliorer ce niveau – même s'ils se révèlent inefficaces. Pour l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies (FAO), le critère – est-il besoin de le dire ? – est la production de nourriture par tête. Tandis que, de façon significative, la nourriture produite et consommée par ceux qui la produisent, ou vendue sur de petits marchés informels des villages du Tiers Monde n'est pas prise en compte, mais seulement celle qui est vendue dans l'économie formelle – la plus grande partie étant exportée, de nouveau en accord avec les règles du FMI et de l'OMC – sauf si le gouvernement d'un pays du Tiers Monde concerné peut prouver que ses habitants meurent de faim.

Le développement crée la pauvreté

Nous avons vu que le développement implique d'ouvrir des marchés et de rendre disponibles une main d'œuvre et des matières premières à bas prix pour l'industrie occidentale. Voilà l'aspect économique du développement. Mais, comme l'a noté lui-même Karl Polanyi, le grand historien de l'économie, une *économie de marché* ne peut exister que dans une *société de marché* : le développement signifie une transformation sociale tout autant qu'économique. Cela implique en premier lieu de séparer des fonctions de leur contexte social, de les transformer en biens de consommation et de les monétariser – fonctions qui, jusqu'à présent, avaient toujours été fournies gratuitement via le fonctionnement normal des familles et des communautés traditionnelles. Nous avons tendance à oublier que, depuis des temps immémoriaux, au niveau de la famille et de la communauté, les établissements humains ont été conçus, les maisons construites, les aliments produits, préparés et distribués, les enfants élevés et éduqués, les personnes âgées et malades veillées et soignées, les cérémonies religieuses organisées et célébrées, et les fonctions de gouvernement assurées, *tout cela sans que de l'argent change de mains*. Toute cette activité, que nous considérons aujourd'hui comme étant d'une nature purement économique, ne fut pas entreprise avec des objectifs économiques à l'esprit, mais pour satisfaire aux obligations de parenté ou pour acquérir du prestige social. Comme l'indique Karl Polanyi, *l'économie était enchâssée dans les relations sociales*, alors que, dans la société où nous vivons, *c'est ce qui reste aujourd'hui de cette société qui est de plus en plus enchâssé dans des relations économiques*. (8)

Les gens vivant dans les sociétés traditionnelles s'en portaient-ils plus mal ? À mon avis, ce n'était pas le cas – et même bien au contraire. Leurs besoins réels, que nous n'avons pas encore correctement identifiés, étaient presque certainement mieux satisfaits, et d'une façon incomparablement plus durable. Nous savons avec certitude que ces populations ne souffraient d'aucune privation culturelle, telle qu'elle est sous-entendue par la définition de la pauvreté due à l'UNESCO. Au contraire, leur vie culturelle, comme n'importe quel anthropologue vous le dira, était sans comparaison beaucoup plus riche que la nôtre. De même qu'ils n'étaient pas en moins bonne santé ou moins bien nourris que nous ne le sommes (9), jusqu'à ce que leurs structures culturelles soient bouleversées par la colonisation et plus tard par le développement économique, et jusqu'à ce que leur environnement naturel

soit détruit. Ceci a été fort bien documenté par des anthropologues qui ont passé beaucoup de temps chez les peuples primitifs ayant réussi à garder une partie, au moins, de leurs modes de vie traditionnels.

Par exemple, selon R. R. Thaman, de l'Université du Pacifique Sud, les insulaires de Mélanésie, de Polynésie et de Micronésie, avant les premiers contacts avec l'Europe, « *avaient généralement d'abondantes ressources alimentaires* », et étaient « *presque universellement décrits comme étant un peuple sain et robuste* ». Même ces atolls et îles de calcaire corallien surélevé où il n'y avait guère de nourriture « *avaient en abondance des arbres à pain, des noix de coco, des palmiers, souvent du taro, une variété de plantes sauvages comestibles et de riches ressources marines*. » Toutefois, les années récentes ont vu une détérioration spectaculaire de la santé des insulaires du Pacifique. Les tendances croissantes à consommer une nourriture de type occidental ont amené dans leur sillage une augmentation des « *maladies dites de civilisation* », notamment les maladies cardiaques, les caries dentaires et le diabète

– des maux qui étaient presque inconnus il y a encore quelques décennies. En Micronésie, le nombre des personnes qui furent traitées pour des maladies cardiaques dans les hôpitaux locaux a triplé entre 1958 et 1972 : c'est une progression qui ne peut s'expliquer que par des changements dans l'alimentation et par le stress de la vie moderne. (10)

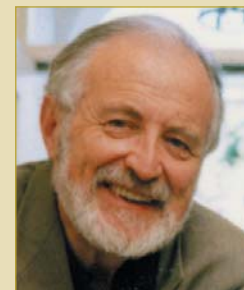
Ces données se vérifient également pour les Bushmen Kung dans le désert du Kalahari (Afrique du Sud) : ils sont aujourd'hui considérés comme étant les plus pauvres des pauvres, comme le souligne l'anthropologue Richard Lee (11), lequel a consacré la majeure partie de sa vie à l'étude de cette peuplade, et il en va de même pour d'autres anthropologues qui ont étudié d'autres groupes de chasseurs-cueilleurs ailleurs dans le monde.

Les premiers voyageurs ayant parcouru des contrées lointaines sont parvenus à des conclusions similaires. Ainsi Mungo Park dans ses *Voyages en Afrique* nous dit que le fleuve Gambie regorge de poissons et que la nature « *avec sa main généreuse* » a octroyé aux habitants de la région « *les grâces de la fertilité et de l'abondance* ». (12) Poncet et Brévedent, deux voyageurs français du dix-huitième siècle, ont noté que le secteur de Gezira, au Soudan, maintenant occupé par des champs de coton rongés par l'érosion, était alors couvert de forêts et « *de plaines fertiles et bien cultivées* », et qu'il était nommé Belad-Allah, le Pays de Dieu, « *en raison de sa grande richesse* ». (13) Il n'y a pas non plus la moindre raison de supposer que les aborigènes australiens qui, à l'égal des Bushmen, sont vus aujourd'hui comme les plus pauvres des pauvres, manqueraient jamais de nourriture. Sir George Grey, Gouverneur général de Nouvelle-Zélande au début du dix-neuvième siècle, a passé du temps parmi eux, en insistant sur le fait que toujours il « *trouvait la plus grande abondance dans leurs huttes* ».

En d'autres termes, les peuples tribaux n'avaient pas

Une économie de marché ne peut exister que dans une société de marché

Teddy Goldsmith



Teddy Goldsmith a fondé en 1969 la revue *The Ecologist* qu'il dirige actuellement avec son neveu Zac Goldsmith, et est le directeur de publication de *L'Ecologiste*. Auteur de nombreux livres et articles, il a notamment publié en français le best seller *5000 Jours pour sauver la planète* (1990), puis un ouvrage fondamental sans équivalent sur la conception écologiste du monde *Le Défi du XXIème siècle* (1994). Il vient de publier avec Jerry Mander *Le Procès de la mondialisation* (Fayard, 2001).

Photo ci-contre :
Les paysans
traditionnels en
Inde sont riches de
200 000 variétés
de riz. Ici,
transport d'une
balle de riz

besoin du développement économique et de l'argent qu'il procure pour être bien portants et correctement nourris – et au moins pour ces deux points, n'avaient pas besoin d'être sauvés de quoi ce soit pouvant être appelé pauvreté. Le contraire est vrai, et cela partout dans le monde.

Pauvreté et pénurie de biens matériels

Même ainsi, on pourrait arguer du fait que les peuples dits primitifs étaient pauvres parce qu'ils n'avaient pas l'argent qui leur aurait permis d'acquérir des biens matériels, et donc qu'ils avaient besoin du développement économique, ne serait-ce que pour cette raison. Mais les biens matériels ne sont nécessaires que dans le type de société où nous vivons aujourd'hui.

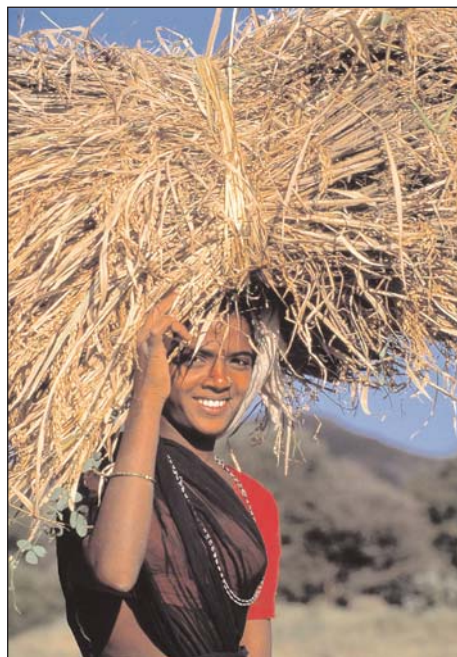
Ils n'ont que peu de rôle à jouer dans la vie des peuples tribaux, spécialement ceux vivant une existence nomade ou semi-nomade ce qui était le cas de la plupart d'entre eux. Ainsi, quand Lawrence van der Post voulut donner un présent à des amis Bushmen avec lesquels il avait séjourné, en témoignage de gratitude

pour leur hospitalité, il ne sut tout simplement pas quoi leur donner. Il écrit : « *Nous fîmes humiliés en réalisant qu'il n'y avait pas grand-chose que nous puissions offrir aux Bushmen. Presque tout semblait devoir leur rendre la vie plus difficile en ajoutant à leurs affaires et au poids de leur vie quotidienne.* » (14)

Les peuples primitifs n'étaient pas pauvres

Il est essentiel de noter que les peuples pré-industriels n'avaient pas l'impression d'être pauvres. Ils ne souffraient pas d'une forme particulière de privation qui aurait pu être raisonnablement classée comme pauvreté, point qui est souligné très clairement par Marshall Sahlins dans son article souvent cité, *La Société d'abondance*. Il écrit : « *Les humains appartenant aux diverses sociétés pré-économiques avaient souvent très peu de "choses" mais rares étaient les personnes qui se considéraient comme pauvres. Ce que l'on qualifie aujourd'hui de "pauvreté" est bien "une invention de la civilisation."* » (15)

Helena Norbert-Hodge partage entièrement l'avis de Marshall Sahlins. Au cours des trente dernières années, elle a passé une grande partie de son temps au Ladakh, contrée du haut Himalaya politiquement rattachée à l'Inde, jusqu'à récemment largement coupée du monde extérieur et où se trouve une société de type tibétain. Elle nous dit : « *En 1975, un jeune Ladakhi me fit visiter Hemis Shukpachan, un village à l'écart. Toutes les maisons me semblaient particulièrement spacieuses et belles, et quand j'ai demandé à Tsewang de me montrer celles des*



Martine Ezze / Buis

pauvres, il a paru perplexe et m'a répondu qu'ils n'avaient pas de pauvres. Huit ans plus tard, je l'ai entendu dire à des touristes "Pourriez-vous nous aider, nous sommes pauvres au Ladakh." » (16) Ils avaient réellement été appauvris par le récent développement économique qui avait déjà dévasté leur société et son environnement naturel, ayant créé de nombreux besoins nouveaux et totalement artificiels, lesquels ne pourraient jamais être satisfaits pour la plupart des gens.

Il n'y a pas de mot pour dire la pauvreté

Serge Latouche, qui a travaillé des décennies sur les bidonvilles poussant comme des champignons dans les villes d'Afrique de l'Ouest, nous dit

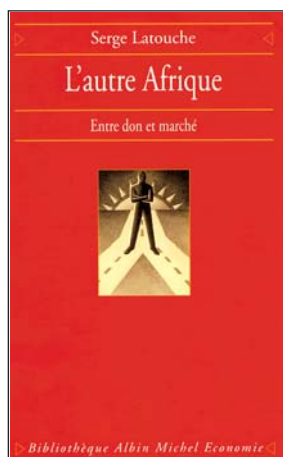
dans son livre éclairant *L'Autre Afrique* : « *Il n'y a même pas de mot dans les principales langues d'Afrique noire pour désigner le pauvre au sens économique du terme. Les mots que l'on utilise le plus souvent pour traduire pauvre signifient en réalité "orphelin". Il est remarquable que dans toutes les circonstances de la vie courante, les références à la misère ne renvoient pas immédiatement au manque d'argent mais à l'absence de soutien social.* » (17)

Pour Werner, selon Latouche, « *être orphelin en Afrique est probablement le pire statut qui se puisse concevoir, car comme le dit le proverbe serer : L'homme, c'est sa parenté.* » (18). « *Cette situation se retrouve au Mali parmi les Bambara, la pauvreté se dit faantanya, mot à mot sans puissance, sans pouvoir.* » Latouche cite Chantal Verger selon laquelle « *Les faantan se sentent rejetés à la périphérie, ils ont perdu toute assise sociale, en premier lieu duquel une famille.* » (19)

Latouche note que notre idée de la pauvreté est seulement concevable dans une société individualiste telle que celle à laquelle le développement économique donne nécessairement naissance. Il écrit : « *La pauvreté présuppose toujours la confrontation de l'individu isolé face à son impuissance. Dans une société individualiste, le groupe est tout entier riche ou pauvre. [...] Cela contribue à montrer que la pauvreté économique est bien une invention occidentale, non seulement du fait qu'elle a créé de nouveaux besoins matériels sans les satisfaire mais parce que l'intrusion de l'Occident a touché au système de valeurs qui sous-tend les pratiques sociales des anciens temps.* » (20)

Même dans une société industrielle moderne, une forte proportion de ceux qui sont réellement classés comme pauvres sont ceux n'ayant qu'un soutien familial minimal. Il faudrait y inclure le nombre croissant de personnes âgées et impotentes qui ont été largement abandonnées par leurs familles et, de fait, sont devenues dépendantes d'une misérable pension de l'État, laquelle est à peine suffisante pour survivre. Cela concerne aussi de nombreux parents isolés et leurs enfants. En 1974 déjà, Urie Bronfenbrenner, célèbre psychologue pour enfants soulignait que « *nombre d'enfants aux États-Unis*

Le mot « pauvre », au sens économique du terme, n'existe pas dans de nombreuses langues



Observant le don mauritanien, les forgerons soninké, la sorcellerie à Douala ou l'économie informelle à Dakar, Serge Latouche, professeur d'économie à Paris XI, propose une analyse magistrale du don et du marché. Albin Michel, 1998, 246 pages.

vivent dans la pauvreté alors qu'ils n'ont même pas six ans. 45% d'entre eux appartiennent à des familles monoparentales. » (21) Depuis lors, la situation s'est largement dégradée. En Angleterre au cours de l'an 2000, le nombre d'enfants vivant dans un état de pauvreté a triplé depuis 1968, passant de 1,4 million à 4,4 millions dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui. De façon peu surprenante, le nombre de parents isolés a aussi presque triplé au cours de la même période.

C'est dans les bidonvilles des cités industrielles modernes que la désintégration sociale est la plus avancée, et cela donne lieu à une forme de pauvreté qui est presque entièrement absente des sociétés traditionnelles. On y observe un manque social et culturel qui, par certains côtés, est encore moins tolérable que celui qui existe dans les bidonvilles de villes du Tiers Monde telles que Calcutta.

Ainsi que l'indique Robert Wurmstedt, : « Dans les banlieues noires portoricaines à l'ouest de Chicago, la pauvreté est pire que tout ce que j'ai pu voir en matière de pauvreté en Afrique de l'Ouest. Là, les gens sont guidés par de fortes valeurs traditionnelles. Ils ne vivent pas dans une constante peur de la violence, de la vermine et du feu. Nous n'y voyons pas le même sens du désespoir et de l'abattement que vous pouvez trouver dans un ghetto américain. » (22)

Revenir sur terre

Je ne pense pas qu'une personne sérieuse, consciente de ce que fut l'impact du développement économique et de sa mondialisation au cours des 50 dernières années sur notre environnement naturel, puisse réellement croire que ce processus peut longtemps perdurer. Même les auteurs du rapport des Nations Unies pour 2000, intitulé *Regard sur l'environnement global*, l'admettent : « Le présent cours des choses n'est pas durable, et nous ne pouvons différer l'action. » (23)

Ni nos industriels ni nos politiciens ne semblent se soucier le moins du monde des avertissements aussi souvent répétés. Ainsi, bien que le parc automobile dans le monde soit passé de quelques milliers en 1900 à 501 millions aujourd'hui, les fabricants de voitures sont bien déterminés à en construire des centaines de millions supplémentaires pour satisfaire la demande croissante, ne serait-ce qu'en Chine.

Par ailleurs, comme le souligne Retallack, « Le fret aérien a presque triplé de 1985 à 1997, passant de 44 milliards de tonnes/kilomètres en 1985 à 123 milliards en 1997, soit 280% d'augmentation. Malgré ceci, Boeing prévoit un nouveau triplement d'ici à l'année 2017. » (24) Sir John Browne, patron de British Petroleum, a déclaré tout à fait explicitement que la quantité de pétrole utilisée au cours des dix prochaines années dépassera tout le pétrole consommé au cours de la première moitié du siècle dernier.

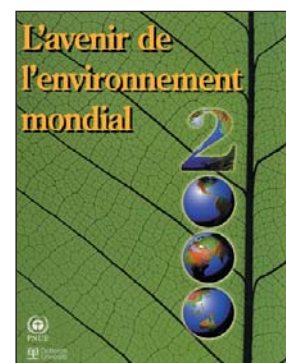
Bien sûr, ils vivent tous dans leur propre monde, de même que nos politiciens et les responsables des agences internationales, en particulier les institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale étant l'un des principaux bailleurs de fonds de la planète en matière de centrales au pétrole et au charbon. Ils doivent rapidement être ramenés sur terre, ce qui signifie qu'ils doivent prendre en compte un fait incontournable : si

nous voulons avoir un quelconque avenir sur cette planète, sans parler de réduire ou d'éliminer la pauvreté, nous devons totalement changer de direction et inverser le sens du développement économique. Cela signifie nous engager dans un programme soigneusement intégré et synchronisé de *développement* – et donc de décolonisation et de partielle démonétisation.

Notes

- (1) OMC (2000). *Séries chronologiques 1950-1999*. En prenant un indice 100 pour l'année 1990, l'OMC indique que la production mondiale de marchandises en volume en 1999 s'élevait à 120 contre 18 en 1950. Toujours en gardant un indice 100 pour 1990, l'OMC indique, concernant les exportations mondiales de marchandises en volume, un niveau de 174 en 1999 contre 9 en 1950.
- (2) Banque mondiale (2001). *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001. Combattre la pauvreté*. Editions Eska, Paris, 382 pages, p. 191
- (3) John Carvel, Social Affairs Editor, *The Guardian*, 11 décembre 2000.
- (4) Vinod Thoms, *The Economist*, 7 octobre 2000
- (5) Voir *L'Écologiste* Vol 1. n°2 Hiver 2000, dossier sur la crise climatique pp. 19-67
- (6) Majid Rahnema, « De la Richesse des pauvres – l'Archéologie de la pauvreté », non publié. On consultera du même auteur « La Pauvreté globale, une invention qui s'en prend aux pauvres » in *Interculture* n°2, printemps 1991, Montréal, vol. XXIV
- (7) *Ibid.*
- (8) Karl Polanyi, *The Great Transformation*, Beacon Press, Boston, 1957 (édition originale 1944). Traduction française : *La Grande Transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.
- (9) Voir Zac Goldsmith, *Cancer : une maladie de civilisation. L'Écologiste* vol 1. n°1, Automne 2000, pp. 49-54
- (10) R. Thaman, *Food Scarcity, Food Dependency, and Nutritional Deterioration in Small Island Communities*. A paper presented at the 49th A.N.Z.A.A.S. Congress and Tenth New Zealand Geographical Conference, Auckland, New Zealand. *Symposium on Problems and resource use and development in small islands of the Pacific*, 24th January 1979.
- (11) Richard Lee, in Andrew Vayda, Editor, *Environment and Cultural Behaviour*, American Museum of Natural History, New York, 1969.
- (12) Mungo Park, *Travels in the interior of Africa*, Folio Society, London, 1984 (original edition 1799).
- (13) Nigel Pollard, *The Gezira scheme: A Study in failure, The Ecologist*, volume 11, No. 1, 1981, pp. 24-31
- (14) Lawrence Van Der Post, *Venture into the Interior*, Hogarth, London 1958, p 276.
- (15) Marshall Sahlins, *The Original Affluent Society. The Ecologist*, Vol. 4, No.5, 1974, pp. 181-189. Voir également du même auteur *Age de pierre, Age d'abondance. L'Économie des sociétés primitives*. Gallimard, 1976.
- (16) Helena Norberg-Hodge, *Ancient Futures: Learning from Ladakh*, Rider Books, London 2000.
- (17) Serge Latouche, *L'Autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel, 1998, 248 pages, page 99
- (18) *Ibid.*, Werner J.F., cité par Serge Latouche.
- (19) Chantal Verger, citée par Serge Latouche, *ibid.* Voir aussi Chantal Verger. *Le Mali au quotidien. La force des faibles*. L'Harmattan, Paris, 1997.
- (20) Serge Latouche, *op. cit.*, page 105
- (21) Urie Bronfenbrenner, *The Origins of Alienation, Scientific American*, August 1974.
- (22) Robert Wurmstedt, cité par E. Goldsmith, *op. cit.*, page 289.
- (23) Programme des Nations Unies pour l'Environnement. *L'avenir de l'environnement mondial*. 2000, 432 pages, éditions DeBoeck University. Cité par Simon Retallack in Edward Goldsmith et Jerry Mander, *Le Procès de la mondialisation*, Fayard, 2001.
- (24) *Ibid.*

Si nous voulons avoir un quelconque avenir sur cette planète, nous devons inverser le sens du développement économique



L'avenir de l'environnement mondial 2000 forme un ensemble unique faisant autorité sur l'état de l'environnement dans le monde. Il s'agit de la principale publication du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et il est disponible... en français, éditée par De Boeck Université (Bruxelles).